

ment c'est en l'expédiant au Canada qu'il est plus facile de le faire. Telle a été la pratique constante depuis nombre d'années. Qu'on me permette de fournir des chiffres de nos importations de produits agricoles au cours des années 1920 à 1923 inclusivement. Au cours de cette période, nous avons importé 293,292,761 livres de produits du porc, en grande partie des Etats-Unis.

M. JACOBS: J'en appelle au règlement—non parce que l'honorable député donne des statistiques sur les porcs, mais parce que ses observations ne se rattachent pas à l'immigration.

M. le PRESIDENT: J'ai l'opinion que l'honorable député discute la question au point de vue de l'agriculteur et donne les motifs pour lesquels il ne vroit pas qu'il soit besoin d'avoir plus d'agriculteurs en ce pays. C'est du moins, à mon avis, ce qu'il essaie de démontrer.

M. SUTHERLAND: J'étais en train de démontrer à quel point il était peu sage d'amener des gens ici et de permettre les importations dans des conditions aussi peu équitables, de façon à les empêcher de se faire une existence comme celle qu'ils pourraient se faire dans d'autres pays où l'on ne tolère rien de tel.

M. le PRESIDENT: Naturellement cela ne doit pas donner le droit à l'honorable député de faire un discours sur le tarif. Il peut, —comme il essaie de le faire, je pense,—tirer des faits qu'il apporte, la conclusion qu'on ne doit pas encourager l'immigration d'une certaine classe de gens.

M. SUTHERLAND: Je cherchais à faire voir à quelle injuste concurrence ces gens avaient à faire face une fois qu'il sont arrivés ici, et bien faire ressortir que le Gouvernement ne fait rien pour les aider à mener leur affaire de façon à en tirer quelque bénéfice.

L'hon. M. ROBB: L'honorable député désire qu'il y ait du travail pour tous aussi bien dans les villes que sur les fermes. N'est-il pas vrai que le porc dont il a parlé a été pour donner de l'emploi à ceux qui travaillent dans les salaisons, et que le bacon qui en est sorti a été exporté?

M. SUTHERLAND: Pas du tout. De ces produits du porc il y avait 48,832,000 livres de saindoux; l'on n'a guère dû l'importer pour ensuite l'exporter. Mais depuis qu'on a mis en vigueur, en ce pays, le classement des porcs, apparemment, ils ne donnent plus de quoi faire du saindoux, de sorte que force nous est

bien d'en faire venir des Etats-Unis, et si peu élevé est le tarif que c'est actuellement notre source d'approvisionnement. Seulement nous sommes en même temps de grands exportateurs de produits du porc; nous en avons exporté 666,769,000 livres, ce qui démontre que non seulement nous pouvons alimenter le marché domestique, mais que nous pouvons au surplus en exporter en grande quantité. S'il en est ainsi pourquoi ne pas réserver le marché canadien au cultivateur canadien. Il y a deux ou trois ans le ministre est allé en Australie pour conclure un traité avec ce pays, et à la suite de ses efforts, et de ceux, je suppose, qui lui ont succédé, cette convention a été conclue il y a un an. A-t-on fait quoi que ce fût dans cette convention pour sauvegarder les intérêts des agriculteurs? Bien au contraire, sur quatorze ou seize points différents, c'est l'agriculteur qui en souffre. Il est vrai que cette convention n'a pas été soumise au Parlement, mais elle fut préparée et signée et annoncée par le gouvernement australien sujette à la ratification du Parlement canadien. En cinq ans, nous avons exporté 71,000,000 livres de beurre et nous en avons importé, 15,000,000 de livres. Il y a lieu de penser que c'est pour soulager quelque pays profitant d'un tarif protecteur que cette consignment est venue de cette façon. La plus grande partie du beurre importé en ce pays y vient dans ces conditions.

Il va de même des œufs; et incidemment, aux termes du traité avec l'Australie, le droit sur les œufs est réduit à 1c. la douzaine.

M. JACOBS: Je me lève encore une fois pour invoquer le règlement, monsieur le président, et j'espère que cette fois vous me donnerez raison.

M. le PRESIDENT: Non, à mon sens, l'argumentation de l'honorable député est de même nature qu'auparavant. D'après ce que je comprends, il allègue que le marasme de l'agriculture provient de certaines choses qu'il faut rectifier, et il appuie là-dessus sa thèse qu'il ne faut pas admettre d'autres agriculteurs.

M. SUTHERLAND: Cela ne m'a pas surpris que mon honorable ami s'oppose à ce qu'on parle du porc, mais quant aux œufs, certes il ne le devrait pas.

M. JACOBS: Ils ont une étroite relation avec le jambon.

M. SUTHERLAND: Nos importations d'œufs se sont élevés à 37,788,000 douzaines, et nos exportations à 23,483,955 douzaines. Vous comprenez l'effet démoralisant de l'entrée en ce pays d'un excédent d'œufs et de